

Unité Départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 16 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 05/02/2026**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FMGC**

ZI de Hochezie  
44110 Soudan

**Référence :** N5-2026-0199  
**Code AIOT :** 0006300987

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement FMGC implanté ZI de Hochezie 44110 Soudan. L'inspection a été annoncée le 06/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FMGC
- ZI de Hochezie 44110 Soudan
- Code AIOT : 0006300987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FMGC exploite, sur le site de Soudan, une fonderie de fonte. A cette fonderie sont associées des activités d'usinage, de grenaillage et d'application de peintures.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Vitesse d'éjection des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Demande d'action corrective	1 mois
4	Suivi des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	1 mois
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, articles 9.2 et 9.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Captation des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 9.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Travaux d'ébarbage hors cabine	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-1	Sans objet
3	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 11-2	Sans objet
6	Réexamen IED	Code de l'environnement, article R515-71-1	Sans objet
8	Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, articles 9-3-2 et 9-3-3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Vitesse d'éjection des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 57 :</u> La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m <sup>3</sup> /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> /h. <u>Inspection du 19/06/2025 :</u> - Pour le point n°13 : la vitesse d'éjection est stable depuis 2023 malgré des actions de l'exploitant visant à l'augmenter. Une vérification plus poussée de l'installation sera réalisée lors de l'arrêt technique prévu en août 2025. - Pour le point n°18 : la vitesse d'éjection s'est continuellement améliorée (2021 : 1,9 m/s → 2024 : 7,2 m/s) suite aux actions de l'exploitant. Un contact avec le fournisseur sera réalisé pour déterminer les actions supplémentaires à mettre en place. - Pour le point n°19 : la vitesse d'éjection est stable depuis 2023 à 3,5 m/s. Une vérification plus

approfondie de l'installation sera réalisée lors de l'arrêt technique prévu en août 2025.

- Pour le point n°21 : un contrôle supplémentaire a été réalisé en février 2025 sur une période de fonctionnement. Celui-ci a démontré la conformité de l'installation en termes de vitesse d'éjection des gaz.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que des actions spécifiques de vérification des installations relatives aux point de rejet n°13 (application de mastic) et n°19 (Broidie atelier PMP) seront effectuées lors de l'arrêt technique réalisé en août 2025.

Il a également confirmé avoir pris contact avec le fournisseur de l'installation relative au point de rejet n°18 (Broidie atelier GP2). Un devis comprenant notamment le remplacement de la ventilation a été validé.

La campagne de contrôle des rejets atmosphériques, prévue au 4<sup>e</sup> trimestre 2025, permettra d'apprécier la qualité des actions réalisées. Le cas échéant, un plan d'actions sera mis en place.

→ L'exploitant poursuit les investigations afin que les vitesses d'éjection des 4 points de rejet non-conformes reviennent en conformité.

#### **Constats :**

Au préalable de la visite d'inspection, en décembre 2025, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle des rejets atmosphériques réalisés en septembre 2025 :

- Pour le point n°13 (mastic garnissant) : Retour en conformité, avec une vitesse d'éjection mesurée à 8,6 m/s.

- Pour le point n°18 (broidie GP2) : Toujours non-conforme, vitesse d'éjection stable par rapport à 2024 (7,1 m/s). L'exploitant n'ayant pas eu de retour du fournisseur, il s'engageait à contacter une autre société, pour investigations sur le dimensionnement de l'extraction.

- Pour le point n°19 (broidie PMP) : Toujours non-conforme malgré amélioration de la vitesse d'éjection (4,9 m/s). Il s'engage à poursuivre les investigations, car l'extraction n'a pas évolué par rapport aux années conformes.

Deux nouveaux points non-conformes sur les vitesses d'éjection sont mis en évidence :

- Le point n°7 (ébarbage PMP), mesuré à 6,5 m/s : Le régime de fonctionnement avait été adapté pour réduire la consommation d'énergie et le colmatage des manches. Il a été revu à la hausse depuis octobre 2025.

- Le point n°11 (noyautage), mesuré à 7,5 m/s : Suite à des vibrations, la fréquence du régime de fonctionnement avait été réduite. L'installation sera vérifiée et un équilibrage de la turbine réalisé.

Des non-conformités ont également été constatées, par l'inspection des installations classées, sur les vitesses d'éjection du cubilot (filtre 1-2 et filtre 3), respectivement relevées à 7,2 et 7,7 m/s.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de contrôles de rejets atmosphériques complémentaires réalisés le 27 janvier 2026 sur les points n°7, 11 et 19 suite aux travaux de remise en conformité.

- Pour le point n°7, la vitesse d'éjection est mesurée à 8,6 m/s, ce qui confirme le retour en conformité.

- Pour le point n°11, la vitesse est mesurée à 7,3 m/s. L'exploitant s'est engagé à poursuivre les investigations.

- Pour le point n°19, la vitesse est mesurée à 8,5 m/s, confirmant le retour en conformité. L'exploitant a précisé que c'était l'étanchéité du système de filtration qui était défectueuse.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ L'exploitant poursuit les actions afin que l'ensemble des vitesses d'éjection soient conformes à la réglementation applicable, et notamment au droit des points de rejet n°11, 17 et 18 et les points de rejets relatifs aux filtres du cubilot.

Il transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de remise en conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N°2 : Travaux d'ébarbage hors cabine

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 4-1 :</u> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. <u>Inspection du 19/06/2025 :</u> Dans son courrier en réponse du 25/11/2024, l'exploitant précisait que seules 22 références de pièces sur les 250 du site font l'objet d'opérations d'ébarbage à l'extérieur des cabines. Des études sont en cours pour confirmer que 10 de ces 22 références peuvent être positionnées sur les tables d'ébarbage modifiées (internes aux cabines). Pour 11 des 12 références restantes, il annonce mener une étude pour déterminer les modifications à apporter sur les tables pour recevoir celles-ci. Pour la dernière référence, une étude spécifique d'un système de calage sera réalisée début 2025, pour une mise en place au 1 <sup>er</sup> trimestre 2025. Dans son mail du 30/01/2025, l'exploitant a confirmé que 10 des 22 références sont à présent positionnées sur les tables d'ébarbage modifiées. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que 3 des 11 références vues précédemment sont désormais également mises en place sur les tables modifiées. Pour les 8 autres, une étude sur la réorganisation du flux (menant à la suppression d'une table d'ébarbage au sein d'une cabine afin d'y réaliser ces références spécifiques) est en cours. Pour la dernière référence, visée par le système de calage, le prototype a validé la faisabilité du projet. La commande de la version définitive est en cours. → L'exploitant justifie à l'inspection des installations classées la réception et mise en place opérationnelle du système de calage pour la référence unique de l'atelier PMP. → L'exploitant apporte des précisions sur l'étude de réorganisation du flux visant à supprimer une table d'ébarbage au sein d'une cabine, notamment sur le calendrier de mise en œuvre. De manière générale, il s'assure que dans les meilleurs délais l'ensemble des opérations d'ébarbage réalisées sur le site soit fait au sein d'une cabine prévue à cet effet.
<b>Constats :</b> Dans son mail du 29 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que le système de calage pour l'unique référence restante de l'atelier PMP s'est avéré non satisfaisant pour la sécurité des salariés. Une nouvelle modification était prévue début octobre 2025. Concernant la réorganisation du flux pour suppression d'une table élévatrice dans une cabine, l'exploitant confirmait la réalisation de cette action. Ainsi les 8 références impactées sont ébarbées au sol dans la cabine concernée. Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que le système de calage (au moyen d'un support métallique) pour l'unique référence restante au droit de l'atelier PMP est opérationnel. Il a pu être visualisé sur place. Par conséquent, il ne subsiste aucune activité d'ébarbage réalisée à l'extérieur des cabines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N°3 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 11-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Inspection du 19/06/2025 :</u> Dans son courrier en réponse du 25/11/2024, l'exploitant confirme que de nouvelles mesures des émissions sonores seront réalisées (bon de commande auprès de la société SOCOTEC à l'appui) suite à la modification des horaires de production. Les mesures seront réalisées en période

nocturne le 16/12/2024.

Par courrier du 11/04/2025, l'exploitant a transmis un Porter à Connaissance sollicitant une modification du programme de mesures, notamment en supprimant le point n°5 (ZER), situé à proximité du site. Les mesures réalisées suite aux modifications montrent un niveau de bruit compris entre 45 et 50 dB(A), correspondant à une émergence comprise entre 15 et 20 dB(A). En effet, le niveau résiduel (bruit de fond) a été mesuré entre 26 et 30 dB(A).

Le jour de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant qu'il n'est pas concevable de supprimer un point de mesures au niveau d'une ZER sous prétexte d'une non-conformité.

Toutefois, l'inspection des installations classées souhaite préciser que le non-respect de la réglementation vis-à-vis des émissions sonores est globalement dû au très faible bruit de fond de l'environnement du site (entre 30 dB(A) et 40 dB(A)). En effet, les mesures réalisées au sein de cette ZER (environ 50 dB(A), correspondant à une conversation normale ou une salle de restaurant calme), bien qu'en dépassement, semblent avoir un impact très limité.

→ L'exploitant procède, pendant l'arrêt technique du mois d'août 2025, à de nouvelles mesures des émissions sonores en période diurne et nocturne, quand l'ensemble des installations est à l'arrêt.

Les résultats de ces mesures devront déterminer si des actions de réduction sont néanmoins toujours possibles et seront transmis à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport SOCOTEC du 29/08/2025 relatif à la mesure du bruit résiduel pendant l'arrêt technique estival du site.

Le bruit résiduel mesuré au droit de la ZER1, objet d'un dépassement en émergence :

- en période diurne, la L50 est égale à 39,5 dB(A). La LAeq est égale à 52 dB(A).
- en période nocturne, la L50 est égale à 34,5 dB(A). La LAeq est égale à 42,5 dB(A).

Le rapport indique que les sources sonores qui impactent le bruit résiduel sont issues de la circulation sur les routes alentours et l'activité de la société située à proximité.

Les mesures réalisées pendant l'arrêt technique estival confirment le bruit résiduel très bas du fait de la localisation du site. Même si l'émergence admissible est dépassée, le niveau sonore mesuré est compris entre 45 et 55 dB(A).

L'inspection des installations classées propose de ne pas poursuivre les investigations sur le dépassement des émergences. Un point d'attention sera cependant réalisé tous les 3 ans pour s'assurer de l'absence d'augmentation de celles-ci.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N°4 : Suivi des équipements sous pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Équipements sous pression

#### **Prescription contrôlée :**

##### Inspection du 19/06/2025 :

Dans son courrier en réponse du 30/11/2024 et son mail du 30/01/2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées des diverses avancées sur la thématique des équipements sous pression.

Notamment, il a justifié avoir récupéré les dossiers des ESP incomplets.

Concernant les fluides frigorigènes, il a justifié les avoir commandés fin 2024, avec un délai de livraison fixé à 12 semaines.

Il a tenu informé l'inspection des installations classées trimestriellement sur les actions menées au titre des ESP.

Le jour de l'inspection, il a confirmé que beaucoup d'interventions sur ces équipements sont prévues lors de l'arrêt technique d'août 2025.

Il s'est engagé à transmettre la liste des ESP mise à jour à l'issue de celui-ci.

→ L'exploitant poursuit l'information de l'inspection des installations classées périodiquement jusqu'à remise en conformité totale des ESP.

Notamment, il transmet la liste des ESP mise à jour à l'issue des interventions réalisées pendant

l'arrêt technique d'août 2025.
<b>Constats :</b> <p>Au préalable de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression (ESP) actualisée version septembre 2025. Il précisait que seul 1 ESP non-conforme a pu être remplacé pendant l'arrêt technique estival, ceci notamment lié aux retards de livraison importants des bonbonnes et transports pneumatiques.</p> <p>La liste indique que sur 71 ESP présents sur le site, 35 sont conformes, 34 (dont 26 font l'objet d'une commande de pièces de remplacement et 8 feront l'objet d'une seconde phase fin 2025) sont non-conformes, et 2, en location, n'ont pas été vérifiés.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les actions menées depuis. En janvier 2026, il annonce avoir remis en conformité 5 ESP. Il précise que les 26 ESP ayant fait l'objet d'une commande de pièces seront remis en conformité jusqu'en mars 2026.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant l'obligation d'arrêt et consignation d'un ESP dont l'inspection (ou la requalification) périodique ont une date échue, et ce jusqu'à vérification par un organisme agréé.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a souhaité analyser plus précisément 2 ESP : la cuve à oxygène de 50 900L dont l'inspection périodique était échue au 18/08/2025, selon la liste fournie en septembre 2025, et la cuve de la sablerie, de 2000L, installée en 2023.</p> <p>La cuve à oxygène étant en remplissage, il n'a pas été possible de s'en approcher. L'exploitant a cependant présenté le rapport d'inspection périodique de la cuve, réalisée le 05/08/2025.</p> <p>Celui-ci annonce un volume de 509 000L et une prochaine requalification au 28/03/2027. Ces valeurs diffèrent de la liste des ESP fournie par l'exploitant.</p> <p>Concernant la cuve de la sablerie n°2, de 2000L, la plaque signalétique a pu être visualisée. Celle-ci n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>→ <b>L'exploitant procède à la remise en conformité de l'ensemble des ESP qui le nécessitent.</b></p> <p><b>Pour la cuve à oxygène, et plus généralement pour l'ensemble des ESP, il s'assure que les informations inscrites dans la liste des ESP correspondent avec celles figurant dans les rapports d'inspection périodique, notamment sur les dates de futures requalifications ou inspections, et les caractéristiques techniques de l'équipement.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°5 : Installations de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Inspection du 19/06/2025 :</u> <p>Dans son mail du 30/01/2025, l'exploitant a joint le rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre ARTPROTECT du 19/12/2024. En annexe de celui-ci est joint le certificat de conformité.</p> <p>Toutefois, il précise que des travaux sont à prévoir au droit de la descente du PDA 2 - Bâtiment Cubilot et du PDA 7. L'exploitant indique que ces travaux seront réalisés lors de l'arrêt technique d'août 2025.</p> <p>Concernant l'étude technique relative aux modifications apportées sur les installations, celle-ci est fournie. Elle conclut sur la nécessité de mettre en place des parafoudres sur les circuits électriques de la centrale incendie, de détection gaz, d'intrusion et de désenfumage (si existants pour ces 3 derniers) situés dans le Hall 1.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la société ARTPROTECT avait précisé ne pas pouvoir intervenir sur la centrale incendie, celle-ci étant la propriété de la société SIEMENS. Il a également précisé ne pas comprendre cette nécessité, le bâtiment étant protégé par un</p>

<p>parafoudre situé à proximité.</p> <p>→ L'exploitant fait réaliser une nouvelle vérification des installations de protection contre la foudre après l'arrêt technique d'août 2025. Le rapport de contrôle est transmis, commenté, à l'inspection des installations classées.</p> <p>→ L'exploitant apporte également un positionnement, éléments justificatifs à l'appui, sur la nécessité ou non de mettre en place des parafoudres complémentaires au sein du Hall 1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son courrier en réponse du 24 juillet 2025, l'exploitant a confirmé que les travaux sur le PDA2 et le PDA7 sont prévus pendant l'arrêt technique estival.</p> <p>Il a précisé pour l'absence de mise en place de parafoudres au sein du Hall 1 qu'il s'est référé à l'étude technique foudre qui indique « la structure du Hall 1 est auto-protégée » et « aucun système extérieur/intérieur de protection foudre n'est nécessaire ».</p> <p>Il indique également que le hall 1 ne dispose ni de centrale d'intrusion, ni de centrale de détection gaz, ni de centrale de désenfumage.</p> <p>La centrale d'alarme est, elle, située à l'accueil. Il est en attente du retour prestataire afin d'obtenir soit le certificat de conformité indiquant qu'une protection supplémentaire n'est pas nécessaire, soit la localisation des câbles pour mise en place d'un parafoudre de type 2, accompagné de l'accord du constructeur pour ne pas remettre en cause la garantie APSAD.</p> <p>En amont de l'inspection, il a également transmis le rapport de vérification périodique des installations de protection contre la foudre. Celui-ci indiquait que le PDA n°6 ne répondait pas.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a précisé que la remise en conformité du PDA n°6 est en cours. La planification des travaux est à finaliser avec la société intervenante, la société ARTPROTECT.</p> <p>Concernant la protection de la centrale d'alarme, l'intervention de la société SPIE est en cours.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>→ <b>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de remise en conformité du PDA n°6.</b></p> <p><b>Il transmet également tous les éléments permettant de justifier de la protection contre la foudre de la centrale d'alarme présente à l'accueil du site.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N°6 : Réexamen IED

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 515-71-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier de réexamen</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier de réexamen, comprenant également le rapport de base, a été déposé par l'exploitant le 05 décembre 2025. Celui-ci est en instruction par l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N°7 : Rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, articles 9.2 et 9.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 9.2 :</u></p> <p>Les concentrations résiduelles en poussières sur les rejets canalisés, hors rejet des unités de fusion</p>



<p>du site sont limitées à 40 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Les rejets atmosphériques de l'unité de fusion sont limités à une concentration résiduelle en poussières de 20 mg/Nm<sup>3</sup> et à un flux spécifique de 200 g par tonne de fonte produite.</p> <p><u>Article 9.3.1 :</u></p> <p>La valeur limite d'émissions de COV non méthaniques dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est fixée à 50 mg/m<sup>3</sup> pour les rejets de la zone de séchage et 75 mg/Nm<sup>3</sup> pour les rejets de la zone d'application</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au préalable de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle des rejets atmosphériques réalisés en septembre 2025.</p> <p>Il ressort de l'analyse de ces documents une non-conformité en émissions de poussières (52,86 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE fixée à 40 mg/Nm<sup>3</sup>) au droit du point n°4 (grenailage GP). L'exploitant précisait dans le courrier que les manches du filtre vont être changées durant l'arrêt technique hivernal.</p> <p>Un nouveau contrôle des émissions était prévu en janvier 2026.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé avoir procédé à cette mesure complémentaire. Celle-ci a également été réalisée sur les filtres du cubilot pour anticiper les futurs polluants à analyser dans le cadre du réexamen IED et prévoir d'éventuels travaux en cas de dépassement des futures VLE applicables à partir de décembre 2029.</p> <p>L'inspection des installations classées souhaite attirer également l'attention de l'exploitant sur le point n°15 (application apprêts PL) sur le fait que la valeur est proche de la VLE (70 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE fixée à 75 mg/Nm<sup>3</sup>) et s'interroge sur les incertitudes fournies par l'organisme de contrôle (+/- 27 mg/Nm<sup>3</sup>, représentant environ 40 % d'incertitude).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>→ <b>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles complémentaires réalisés au droit du point n°4 et des filtres du cubilot en janvier 2026 dès réception de ceux-ci. Ils sont commentés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le point n°4, sur la conformité ou non des rejets et les actions entreprises le cas échéant ;</li> <li>- pour les filtres du cubilot, sur la conformité aux futures VLE des nouveaux polluants à contrôler et des actions à mettre en œuvre, le cas échéant.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N°8 : Plan de gestion de solvants

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, articles 9-3-2 et 9-3-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 9.3.2 :</u></p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée</p> <p><u>Article 9.3.3 :</u></p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un programme de réduction des émissions de COV du site visant au respect des objectifs de limitation précités.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir transmis l'ensemble des éléments au prestataire chargé de la mise en œuvre du plan de gestion de solvants (PGS).</p> <p>Conformément à la réglementation applicable, celui-ci dispose jusqu'au 31 mars 2026 pour transmettre le PGS 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>→ <b>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le PGS établi au titre des consommations de solvants de l'année 2025 dès réception. Celui-ci est commenté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N°8 : Captation des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, articles 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des installations de peinture
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents atmosphériques (émissions de gaz, vapeurs, vésicules, particules...) doivent être captés et épurés, le cas échéant, au moyen de techniques adaptées (dépoussiéreurs, ...) de manière à respecter les normes de rejets fixées ci-après.  Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la collecte des effluents atmosphériques. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il a été constaté que le tunnel de séchage des pièces après peinture au sein de l'atelier PMP ne dispose pas d'un système de captation des rejets. Cette installation est à considérer comme installation de séchage et doit respecter les valeurs limites d'émission visées à l'annexe I de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> → L'exploitant capte les rejets issus du séchage des pièces au droit de l'atelier PMP. Il s'assure que ces rejets respectent la VLE fixée à l'annexe I de l'arrêté susvisé (1978-8). Ce point de rejet est ajouté à la liste de l'ensemble des points de rejet du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois